

Des Autochtones en Alaska veulent faire plier le gouvernement sur les mines

Dossier de la rédaction de H2o
November 2025

Une organisation autochtone de l'Alaska a envoyé près de 30 000 messages au gouvernement de la Colombie-Britannique pour le forcer à suspendre l'octroi de permis pour les projets miniers de grande envergure. Elle estime qu'au moins huit mines, projetées ou en cours d'exploitation, menacent des bassins hydrographiques transfrontaliers. Les zones visées par l'industrie minière se situent près de la source des rivières Taku, Stikine et Unuk, dans le nord-ouest de la province. Cette lettre commune, accompagnée de quelque 30 000 messages personnels a été adressée au premier ministre de la Colombie-Britannique, David Eby, à la vice-première ministre, Niki Sharma, et au ministre des Relations avec les Autochtones, Spencer Chandra Herbert. Leur demande vise la suspension de l'octroi de permis pour les projets miniers de grande envergure jusqu'à ce que les communautés concernées aient été consultées. Les zones visées par l'industrie minière se situent près de la source des rivières Taku, Stikine et Unuk, dans le nord-ouest de la province.

Soutenue par les organismes Earthjustice ainsi que Re:wild, fondé par l'acteur Leonardo DiCaprio, la Commission transfrontalière autochtone du sud-est de l'Alaska (SEITC) rappelle que la Colombie-Britannique doit obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones touchés par les mines. Il en va du respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, selon la SEITC.

Radio-Canada